



Pôle des Politiques Publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2024-12-24-00002

actualisant le tableau de classement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de l'usine de produits chimiques de spécialité de la société SPECIALITY OPERATIONS FRANCE située sur le territoire de la commune de Clamecy

La Préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la Directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (Directive « IED ») ;
- VU** la Directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 (Directive « Seveso 3 ») concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la Directive 96/82/CE du Conseil ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne du 6 décembre 2022 (publiée au JOUE du 12 décembre 2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (BREF WGC), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles du 24 novembre 2010, susvisée ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-15, L. 181-17, L. 511-1, R. 181-45, R. 181-50 et R. 516-1 à R. 516-6 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de Préfète de la Nièvre ;
- VU** l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 autorisant la société RHODIA OPÉRATIONS à exploiter des installations de chimie fine sur le territoire de la commune de Clamecy ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-P-797 du 26 mars 2009 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques de la société RHODIA OPÉRATIONS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1276 du 26 mai 2009 portant approbation du plan particulier d'invention de la société RHODIA OPÉRATIONS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-P-1983 du 14 août 2009, modifiant les articles 8.4, 8.5 et 10.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2007, susvisé ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010, modifiant les articles 4.1.1, 4.3.9, 4.3.11, 4.3.14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2007, susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-084-0003 du 25 mars 2015 concernant les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-P-906 bis du 16 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires applicables à la société RHODIA OPÉRATIONS concernant ses installations situées sur le territoire de la commune de Clamecy, suite à la mise à jour quinquennale de l'étude de dangers ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2018-03-09-001 du 9 mars 2018, modifiant l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2007, susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2023-06-21-00005 du 21 juin 2023 portant transfert de l'autorisation d'exploiter une installation de produits chimiques de spécialité, située Quai Saint Roch sur le territoire de la commune de Clamecy, à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-11-11-00001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015, référencée DK915/2015, déposée par l'exploitant suite à la mise en œuvre de la directive « Seveso 3 », susvisée ;
- VU** le porter-à-connaissance du 11 mai 2017 notifiant une réduction d'activité suite à l'arrêt de la production du Neolor et son remplacement par le Rhodacal ;
- VU** le porter-à-connaissance du 14 mai 2022 relatif au procédé de fabrication ACTIZONE, objet d'un courrier donnant acte de M. le Préfet de la Nièvre en date 7 juin 2023 ;
- VU** le courrier du 26 décembre 2023 demandant le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique ICPE 1436.2 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 novembre 2024 ;
- VU** les observations de l'exploitant du 29 novembre 2024 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre de la Directive « Seveso 3 », susvisée, a conduit à modifier la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le tableau de classement du site n'a pas été actualisé depuis ;

CONSIDÉRANT l'article R. 515-58 du Code de l'environnement : « *Sans préjudice des dispositions de la section 1 du chapitre II du présent titre, notamment du dernier alinéa de l'article L. 181-1, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.* » ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE sont soumises au régime de l'autorisation, notamment au titre des rubriques IED 3410 et 3420 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la Directive « IED », susvisée, impose de rendre disponible au 1^{er} janvier 2025 un arrêté consolidé comportant les rubriques actualisées des sites en relevant ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Actualisation du tableau de classement

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 avril 2007, susvisé, est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation	Quantité autorisée*	Régime
4510.1	Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	CONFIDENTIEL	AS
1434.2	Installations de remplissage de liquides inflammables		A
1450.1	Emploi, stockage de solide inflammable	25 t	A
2640.a	Fabrication et emploi de colorants et pigments	3 t/j	A
3410 (b,c,d,h,j,k)	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques : b) hydrocarbures oxygénés c) hydrocarbures sulfurés d) hydrocarbures azotés h) matières plastique (polymères, ...) j) Colorants et pigments k) tensioactifs et agents de surface		A
3420 (b,c)	Fabrication de produits chimiques inorganiques : b) Acides, tels qu'acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés c) Bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium		A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Établissement SEVESO seuil haut	AS
4110.2	Toxicité aiguë catégorie 1, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substance ou mélange liquide	CONFIDENTIEL	A

Rubrique	Désignation	Quantité autorisée*	Régime
4120.2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substance ou mélange liquide	CONFIDENTIEL	A
4120.1	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substance ou mélange solide	CONFIDENTIEL	D
4130.2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substance ou mélange liquide	CONFIDENTIEL	A
4130.1	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substance ou mélange solide	CONFIDENTIEL	D
4140.2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition orales Substance ou mélange liquide	CONFIDENTIEL	A
4140.1	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition orales Substance ou mélange solide	CONFIDENTIEL	A
4330.1	Liquide inflammable de catégorie 1	CONFIDENTIEL	A
4511.1	Dangereux pour environnement aquatique de catégorie chronique 2	CONFIDENTIEL	A
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	A
1510.2b	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	90 000 m ³	E
4331.2	Liquide inflammable de catégorie 2 ou catégorie 3	CONFIDENTIEL	E
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés équipements frigorifiques ou climatiques	350 kg	DC
1434.1b	Installations de remplissage de récipients et véhicules citernes de liquides inflammables	60 m ³ /h	DC
1436.2	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C	247 t	DC
1630.2	Emploi, stockage de lessive de soude	133 t	D
2630.b	Fabrication industrielle de détergents	20 t/j	D
2910.A2	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel, au FOD ou fuels lourds	15,68 MW - Chaudière : 13,5 MW - Four atomiseur : 1,54 MW - Motopompe incendie : 0,64 MW	DC
2921.1b	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de type « circuit primaire fermé »	537 kW	DC
2925.1	Atelier de charge d'accumulateurs	260 kW	D
4422.2	Peroxydes organiques type E ou F	CONFIDENTIEL	D
4440.2	Solide comburant catégorie 1, 2 ou 3	CONFIDENTIEL	D
4411.2	Substances et mélanges autoréactifs type C, D, E ou F	CONFIDENTIEL	D

Rubrique	Désignation	Quantité autorisée*	Régime
4441.2	Liquide comburant catégorie 1, 2 ou 3	CONFIDENTIEL	D
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	D
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	NC
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	NC
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	NC
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	NC
47xx	RUBRIQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE	CONFIDENTIEL	NC

A (autorisation) ou AS (autorisation avec servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (déclaration avec contrôle) ou D (déclaration) ou NC (non classé)

*Quantité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

L'établissement est classé Seveso seuil haut au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale « IED » est la rubrique 3410 (.b et .k) relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques. Le BREF principal (Best REFERENCES, document de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles -MTD- pour la prévention et la réduction intégrées de la pollution dans les ICPE) de l'activité est le BREF WGC relatif au traitement des effluents gazeux de l'industrie chimique, qui se substitue à trois BREFs du secteur de la chimie (qui ne seront pas révisés), dont le BREF OFC relatif à la Chimie fine organique (août 2006), BREF historique du site.

Article 2 : Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à Dijon (21000) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif de Dijon peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

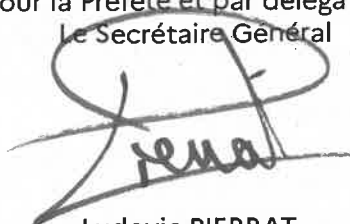
Article 7 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- le Sous-Préfet de Clamecy,
- le Maire de Clamecy,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et l'original transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **24 DEC. 2024**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général



Ludovic PIERRAT